

Retraite : 37,5 ... 40 ... puis 41 annuités ... et si on ne laissait pas faire ?

Le gouvernement a transmis au Conseil d'Etat et aux caisses de retraite de la SNCF, de la RATP, d'EDF/GDF, ses projets de décret modifiant nos régimes de retraite. Pour l'Opéra et la Comédie française, les textes sont adressés directement au Conseil d'Etat. Ce n'est pas le passage de 37,5 à 40 annuités de cotisation que prévoient ces textes, mais 41 annuités !

Nous ne baissons pas les bras : les grèves d'octobre et novembre ont montré que les salarié-e-s n'entendaient ni se faire voler leur retraite, ni laisser s'instaurer des statuts au rabais pour les jeunes et les futur-e-s collègues.

Ce passage en force s'appuie sur les faiblesses du mouvement syndical dans son ensemble. Tirons le bilan de ces derniers mois :

Face à une telle attaque, les grèves de 24 heures, même avec des chiffres de grévistes historiques, ne suffisent pas.

- Le 18 octobre ou le 14 novembre, la grève était très forte dans nos secteurs. Ce gouvernement, qui se dit « à l'écoute », a fait la sourde oreille. Il a parié sur la division, misé sur le fait que certaines organisations syndicales n'appelleraient pas ou combattraient la reconduction du mouvement par les Assemblées générales.
- Pourquoi, en dehors de SUD Energie, aucune fédération d'EDF/GDF n'a appelé à la grève reconductible en novembre, avec les cheminot-e-s, les agents RATP, l'Opéra .. ?

Ensemble, on est plus forts que séparément.

- Ensemble, on est plus forts ... et c'est pour ça que le gouvernement voulait des « négociations entreprise par entreprise ». De plus, une telle démarche brisait tout espoir d'extension interprofessionnelle, alors que c'était bien de l'avenir de toutes les retraites dont il était question.

Les syndicats sont plus forts lorsque les négociations se déroulent sous la pression des grévistes.

- C'est bien naturellement que le gouvernement voulait, au contraire, imposer la fin de la grève avant de discuter. Fallait-il répondre positivement à ce diktat, alors même qu'à la SNCF, à la RATP, à l'Opéra le nombre de grévistes était encore très important, plus élevé qu'en 1995 ? Les « négociations » de décembre confirment que non. Des revendications anciennes ont parfois été satisfaites, mais elles ne répondent absolument pas au problème posé, elles n'empêchent pas une très forte baisse des pensions pour l'immense majorité d'entre nous.

- Partout, le cadrage du gouvernement imposait 2,5 ans de rab (qui sont passés à 3,5 ans maintenant que le décret sur les 41 ans de cotisation est annoncé) pour ne pas subir la décote. Partout, cette contre-réforme impose plusieurs années de rab pour gagner la même pension qu'aujourd'hui.

Les syndicats doivent unifier les salarié-e-s, pas les diviser.

- C'est ce que nous avons tenté de faire avec l'Union syndicale Solidaires : les syndicats des secteurs concernés par les régimes spéciaux ont constamment agi ensemble et fait des propositions unifiantes, nous avons expliqué que ce qui se jouait était l'avenir des retraites de tous, avec le passage à 41 annuités. Les projets de décret confirment que derrière les régimes spéciaux, ce sont tous les salarié-e-s qui sont concerné-e-s.

SUD-Rail, SUD-RATP, SUD-Energie, SUD-Culture, SUD-Spectacles,

l'Union syndicale Solidaires réaffirment qu'il est possible :

- **de maintenir ou ramener l'ensemble des régimes de retraite à 37,5 annuités pour avoir une retraite dite « à taux plein »,**
 - **d'annuler le principe des décotes,**
 - **d'indexer les pensions de retraites sur les salaires des actifs,**
 - **de refuser tout double statut qui pénaliserait les jeunes et futur-e-s salarié-e-s.**
-

C'est possible en réaffectant différemment les richesses produites par tous, ce qu'on appelle le Produit Intérieur Brut. Arrêter de donner toujours plus à la minorité de riches, redistribuer une petite partie des profits financiers confisqués par quelques uns, suffirait amplement à régler le pseudo « problème des retraites ».

Mais celles et ceux qui gouvernent n'agiront pas ainsi spontanément, puisqu'ils sont parmi les premiers profiteurs du système actuel. Il faut imposer ce changement. Nous le pouvons, en agissant ensemble : salarié-e-s des régimes spéciaux, du secteur privé et de la fonction publique.

Le gouvernement avance, il en est aux 41 annuités, donc à une nouvelle baisse de toutes nos pensions,

Le 24 janvier, les fédérations syndicales de fonctionnaires et de l'Education nationale appellent à la grève et à des manifestations. C'est un point d'appui important.

L'heure n'est pas à se diviser, à disperser nos forces en alignant les journées d'actions successives, secteur par secteur : dès maintenant, les organisations de l'Union syndicale Solidaires appellent à construire un mouvement unitaire, interprofessionnel, placé sous la responsabilité des Assemblées Générales représentatives du personnel.

La situation actuelle n'est pas une surprise.

Le gouvernement avait prévu certaines organisations syndicales, celles qu'il considère être ses « partenaires sociaux ». Pas l'Union syndicale Solidaires à qui le ministre du travail reproche « de ne pas accepter sa réforme » !

Les partenaires sociaux du gouvernement ont jugé que le plus important était de taire cette nouvelle avant les départs en vacances scolaires de fin décembre.

Personne ne nous avait démentis lorsque nous disions que l'absence de réponse du gouvernement à nos interpellations confirmait le mauvais coup qui se préparait ... mais quasiment tous les syndicats avaient refusé d'organiser la riposte.